

**INVASION 1914**  
**Du Plan Schlieffen à la**  
**Bataille de la Marne**

*Ian Senior*

## Chapitre 2 : Plan XVII

Pendant près de deux décennies, de l'affaire Dreyfus dans les années 1890 jusqu'à la deuxième crise marocaine en 1911, le processus de prise de décisions militaires a été aussi fragmenté en France qu'en Allemagne. Dans les premières années du nouveau siècle, les républicains radicaux qui s'étaient emparés du pouvoir à la suite de l'affaire Dreyfus ont entamé une réforme en profondeur de l'armée pour tenter de la rapprocher du contrôle civil. Malheureusement, ces mesures ont eu un effet désastreux sur le moral de l'armée, son efficacité et sa préparation à la guerre.<sup>1</sup> Le commandement suprême était divisé entre le chef d'état-major et le vice-président du Conseil supérieur de guerre, un organe consultatif qui tenait le ministre de la Guerre informé de la planification militaire et de l'état de l'armée. Outre le vice-président, le Conseil suprême de guerre se composait de 12 généraux de haut rang qui avaient été désignés commandants d'armée ou de corps d'armée au début de la guerre et du ministre de la Guerre qui en faisait la présidence. En temps de paix, la principale responsabilité du Vice-Président était la planification militaire ; en temps de guerre, il prendrait le commandement du front du nord-est, face aux Allemands, et deviendrait en fait le commandant en chef. Le chef d'état-major, quant à lui, était chargé de l'administration quotidienne de l'armée et était responsable de l'établissement du budget militaire. Ce poste était purement bureaucratique et était occupé par des fonctionnaires relativement mineurs issus des rangs des généraux de division les plus subalternes. Lorsque les hostilités commençaient, il restait à son bureau au ministère de la Guerre d'où il rendait compte directement au ministre de la Guerre. Le troisième volet du processus de décision était constitué de 14 départements au sein du ministère de la Guerre (les services et directions), qui étaient chargés de développer l'équipement et l'armement de l'armée (y compris l'artillerie), et de superviser les transports, l'approvisionnement et les services médicaux. Leurs directeurs civils étaient des personnages puissants et indépendants, retranchés dans leur petit monde étroit, ne répondant qu'au ministre de la Guerre et capables, s'ils le souhaitaient, de contrecarrer les souhaits du vice-président du Conseil suprême de la guerre et, en certaines occasions, du ministre lui-même. Même lorsqu'ils n'étaient pas activement opposés aux nouveaux développements, les changements se produisaient invariablement à la vitesse d'un escargot alors qu'ils prenaient le temps de digérer les conseils qu'ils recevaient d'un éventail déconcertant de comités techniques et consultatifs.

À la tête de ce système lourd et inefficace se trouvait le ministre de la Guerre, par l'intermédiaire duquel le gouvernement exerçait le contrôle de l'armée et qui était, en théorie du moins, en mesure de coordonner les activités de ses subordonnés. Dans la pratique, cependant, les gouvernements sont tombés à des intervalles si fréquents pendant la Troisième République que les ministres n'ont pas été en poste assez longtemps pour mener à bien un ensemble cohérent de réformes. Entre la fin de la guerre franco-prussienne et le début de la Première Guerre mondiale, le mandat moyen n'était que d'environ un an et, à de nombreuses reprises, le roulement était encore plus important. (À huit reprises, il y a eu trois ministres en l'espace d'un an, à deux reprises, il y en a eu quatre et à une occasion, il y en a eu cinq.) Une autre raison pour laquelle il a été difficile de faire passer des réformes indispensables est que, à quelques exceptions notables comme Millerand et Messimy, la grande majorité des ministres de la Guerre étaient des personnages faibles et insignifiants qui n'avaient ni l'élan ni la détermination nécessaires pour faire avancer les choses. À une époque où le poste était traditionnellement occupé par un soldat, très peu d'officiers de haute capacité voulaient un emploi dans lequel ils devraient passer leur temps soit à bureautique, soit à côtoyer des politiciens, et qui ne servirait pas de tremplin vers une nomination très recherchée en tant que commandant de corps ou d'armée. En conséquence, le poste était occupé par des officiers

de rang relativement modeste, tels que les commandants de division, qui étaient incapables d'imposer leur volonté à leurs subordonnés hargneux ou prévaricateurs.

À peu près au moment où les républicains radicaux commençaient à réformer l'armée, la stratégie française subissait également une transition significative. Auparavant, il était prévu de rester strictement sur la défensive derrière la grande ceinture de forteresses qui avait été construite après la défaite de la Prusse et qui, à l'exception d'une étroite brèche au centre, s'étendait de Verdun au nord à Belfort au sud. Vers la fin du siècle, cependant, la guerre n'étant plus qu'un lointain souvenir, cette stratégie fut remplacée par une stratégie qui correspondait plus étroitement au nouvel esprit de confiance au sein du haut commandement et qui reconnaissait en même temps l'infériorité numérique de la France et une mobilisation plus lente que celle de l'Allemagne. Selon cette nouvelle stratégie de contre-offensive, développée par le général Henri Bonnal de l'Ecole Supérieure de Guerre, lorsque la guerre éclatait, le gros de l'armée restait derrière la ligne de forteresse tandis qu'une forte force de couverture était envoyée en avant pour surveiller les mouvements de l'ennemi et déterminer la direction de son attaque. Lorsque cela était connu avec certitude, la force principale manœuvrait dans une position favorable, attendait que l'offensive de l'ennemi soit à bout de souffle, puis contre-attaquait et les repousserait de l'autre côté de la frontière. De 1898, date à laquelle la nouvelle stratégie fut incorporée pour la première fois dans le plan de guerre (plan XIV), jusqu'à l'automne 1911, lorsque Joffre commença à travailler sur le plan XVII, le concept de Bonnal forma le cadre de base de presque tous les plans de guerre français.

Le plan XV, mis en place par le général Brugère en 1903 et encore en vigueur en 1905 lorsque Schlieffen rédige son Grand Mémoire, est un exemple typique de cette stratégie. Des quatre armées de première ligne, trois furent massées en face des provinces perdues d'Alsace et de Lorraine, ne laissant qu'une seule pour couvrir l'aile gauche le long des hauteurs de la Meuse au nord-ouest de Toul. Trois groupes de divisions de réserve, forts de quatre divisions chacun, soutenaient la ligne de front, un derrière le centre et un derrière chaque aile. Comme Brugère était convaincu, comme ses prédécesseurs, que l'offensive allemande se limiterait à la frontière avec la France, l'aile gauche ne s'étendait que jusqu'au point médian entre Verdun et Sedan, en face de l'extrême pointe sud-est de la Belgique. À la fin de 1903 et au début de 1904, cependant, de nouveaux renseignements suggèrent que les Allemands ont l'intention de déborder la ligne de forteresse via le Luxembourg et la partie orientale de la Belgique. Cette information était contenue dans des documents transmis à un agent par quelqu'un prétendant être un officier d'état-major allemand mécontent (nom de code Vengeur) qui dissimulait mélodramatiquement son identité en se frottant la tête avec des bandages d'où, selon son maître, sortait une moustache prussienne à l'air sévère. À la lumière de ces informations, au printemps 1904, le Deuxième Bureau (la section du renseignement de l'état-major) procéda à une évaluation détaillée de tous les renseignements récents sur le déploiement allemand, y compris non seulement les documents Vengeur (dont la crédibilité était mise en doute dans certains milieux), mais aussi des comptes rendus de la construction récente de chemins de fer allemands le long des frontières avec la France et la Belgique. Dans le rapport qu'ils rédigeaient pour une réunion du Conseil suprême de guerre, ils concluaient que, dans l'ensemble, les preuves indiquaient que les Allemands violeraient le territoire belge pour tenter de déborder la ligne de forteresse, mais que leur offensive principale aurait probablement lieu en Lorraine. Les preuves de la construction ferroviaire étaient ambiguës. D'une part, de nouvelles lignes et des quais allongés dans la région Eiffel laissaient penser que la droite allemande se déplacerait à travers le Luxembourg et la Belgique à l'est de la Meuse ; d'autre part, le vaste programme de construction qui avait été observé autour de Metz-Thionville indiquait une offensive de leur centre et de leur aile gauche en Lorraine. Lorsque le Conseil suprême de guerre se réunit cet été-là pour discuter de la question, le rapport reçut des réactions diverses. Certains, dont Brugère, n'étaient pas d'accord avec ses conclusions et insistaient sur le fait que le plan XV n'avait pas besoin d'être modifié, d'autres suggéraient que l'aile gauche devait rester là où elle était, mais qu'elle devait être renforcée par davantage de divisions de réserve et quelques-uns voulaient retirer les unités de première ligne de Lorraine et les utiliser pour étendre la ligne vers l'ouest afin de

couvrir le flanc gauche. Après de nombreuses querelles, Brugère a gagné l'argument et la décision a été prise de laisser le plan inchangé.

Au cours des années suivantes, cependant, à mesure que les Allemands augmentaient leur activité de construction ferroviaire dans la région Eiffel et dans les environs d'Aix-la-Chapelle, en doublant les lignes, en élargissant les ponts et en prolongeant les quais (un agent rapporta que toute la région était en flammes), les sceptiques du Conseil suprême de guerre furent progressivement gagnés aux vues exprimées par le Deuxième Bureau. Malheureusement, le flux de renseignements s'était tari depuis le coup d'État de Vengeur et, en l'absence d'informations supplémentaires, il était impossible de prédire le moment et la force relative des deux offensives. En 1907, une avancée allemande à travers le Luxembourg et la partie orientale de la Belgique était considérée comme une certitude au sein du Haut Commandement, même si à l'époque le Deuxième Bureau se plaignait de ne pas disposer d'informations précises concernant le plan d'opérations allemand. À partir du plan XV bis du général Hagron en 1907, dans lequel la 5e armée nouvellement créée est située derrière les hauteurs de la Meuse au nord-ouest de Verdun, l'aile gauche est progressivement renforcée et étendue vers l'ouest. La plus grande force restait cependant en Alsace et en Lorraine, car c'était là que l'on s'attendait avec confiance à la principale offensive allemande. Dans le plan XVI, qui entre en vigueur en mars 1909, le successeur de Hagron, Lacroix, renforce légèrement l'aile gauche en ajoutant deux divisions de réserve supplémentaires à la force couvrant l'arrière de la 5e armée et crée également une nouvelle armée (6e), qu'il place en deuxième ligne, derrière le centre. Appelée Armée de manœuvre, son but était d'accroître la flexibilité opérationnelle en utilisant le réseau ferroviaire bien développé pour la transporter rapidement là où elle était le plus nécessaire, en fonction de la direction de l'offensive de l'ennemi.

Jusqu'à présent, le haut commandement français s'était contenté d'apporter des ajustements progressifs au plan, en étendant modestement l'aile gauche pour s'opposer au mouvement anticipé de l'ennemi à travers les Ardennes. À partir de 1910, cependant, un petit nombre d'officiers supérieurs, dont le sous-chef d'état-major général, le général Regnault, et surtout le général Michel, qui remplaça Lacroix en juillet de la même année comme vice-président du Conseil suprême de guerre, commencèrent à soupçonner les Allemands d'avoir l'intention de faire un balayage beaucoup plus large à travers la Belgique vers l'immense brèche non gardée entre l'aile gauche et la côte de la Manche. Ils ont été conduits à cette conclusion troublante par la dernière évaluation du Deuxième Bureau sur la façon dont les Allemands avaient l'intention d'utiliser leurs réserves. Voyant la question à travers le prisme de leur propre expérience (la mauvaise qualité des réserves françaises, leur manque de formation – surtout depuis l'introduction de la loi de deux ans en 1905 – et la rareté des officiers et des sous-officiers), la plupart des généraux supérieurs étaient convaincus que les Allemands n'utiliseraient pas d'unités de réserve en première ligne aux côtés des unités d'active, mais les emploieraient à des tâches secondaires telles que la garde des lignes de communication et le masquage des forteresses. Même lorsqu'en 1911 le Deuxième Bureau obtint une copie du manuel hautement secret pour les officiers de l'état-major général allemand, qui établissait de manière concluante la formation d'un corps de réserve, il ne changea pas d'avis.

*« La proportion des formations de réserve [dans l'armée de campagne allemande] dépendra sans doute du rôle donné à chaque armée. Les armées qui auront la tâche la plus ardue ne seront probablement composées que de corps d'active ; Les corps de réserve entreront cependant en un certain nombre dans la composition des armées ayant une mission moins éprouvante, comme opérer autour d'une zone fortifiée ou assiéger un camp retranché. »*

D'autres indications que les Allemands avaient l'intention d'utiliser des réserves en première ligne sont venues des analystes du renseignement russe qui ont souligné qu'ils pouvaient facilement contourner le manque d'officiers en utilisant des officiers à la retraite, d'anciens sous-officiers et des volontaires d'un an, ainsi que du général Henry Wilson (à partir de 1910 le directeur des opérations militaires) qui semble avoir basé ses conclusions sur le fait que l'aile droite allemande serait en mesure de se déployer plus complètement à l'ouest de la Meuse et ont une plus grande liberté de mouvement que dans le territoire difficile des Ardennes.

Quelques mois après son entrée en fonction, Michel était suffisamment convaincu que les Allemands feraient un large balayage à travers la Belgique qu'il décida de remplacer le plan XVI par quelque chose de radicalement différent. Sur la gauche, au lieu d'un vide entre Mézières et la mer, il devait y avoir près de 500 000 soldats dont la tâche était de s'opposer à l'aile droite allemande et de la repousser ensuite de l'autre côté de la frontière belge au moyen d'une vigoureuse contre-offensive. Au centre, une force d'environ 300 000 hommes devait être positionnée au nord-ouest de Verdun pour contrer une avancée ennemie à travers les Ardennes. Sur la droite, l'Alsace et la Lorraine ne seraient plus couvertes par trois armées comme dans le plan XVI mais par une force plus petite dont la tâche était purement défensive. Enfin, une réserve stratégique, forte d'environ 200 000 hommes, serait établie dans les environs de Paris pour renforcer soit l'aile gauche, soit l'aile centrale, selon les besoins.<sup>6</sup> Malheureusement, pour que le plan fonctionne, il serait nécessaire de doubler la taille de l'armée, en augmentant le nombre de corps de corps de 20 à au moins 40. (Michel a calculé que les Allemands seraient en mesure de mettre un total de 42 corps d'active et de réserve en première ligne.) La manière dont il entendait obtenir cette augmentation du nombre était aussi radicale que le plan lui-même et, comme nous le verrons, attira par la suite la colère de ses collègues généraux sur sa tête et conduisit à sa destitution. Au lieu du système actuel, dans lequel une brigade de réserve était attachée à chaque corps, il proposait que chaque régiment actif soit accompagné en première ligne par un régiment de réserve, les deux formant ce qu'on appelle une demi-brigade sous le commandement d'un colonel régulier. Cela aurait pour effet de doubler la taille de chaque régiment, de chaque brigade et de chaque division, et de réduire le ratio entre les unités d'active et les unités de réserve de 4:1 à la parité.

Cependant, les dieux n'étaient pas du côté de Michel. Le général Lebrun, ministre de la Guerre à qui il soumet à l'approbation du nouveau plan, meurt quelques jours plus tard sans l'avoir vu. Son successeur fut terrassé par une maladie mortelle quelques semaines après son entrée en fonction et le général Goiran, qui lui succéda, ne fut évincé que 20 jours plus tard, alors qu'il se révélait incapable de faire face aux tensions engendrées par la seconde crise marocaine.<sup>7</sup> Sa performance lamentable à la Chambre des députés, où il n'a pas pu expliquer le mauvais état de préparation de l'armée, a conduit à la chute du gouvernement et à son remplacement par un gouvernement dirigé par Joseph Caillaux. Pire encore, le nouveau ministre, Adolphe Messimy, ancien capitaine de l'état-major, dit à Michel lors de leur première rencontre qu'il n'avait pas le soutien de ses collègues généraux et que lui, Messimy, avait peu confiance en ses capacités.

Le 19 juillet 1911, alors que la crise marocaine gronde en arrière-plan et que la guerre se rapproche de plus en plus, Michel présente son projet de doubler les effectifs de l'armée à une réunion du Conseil suprême de guerre. Résolu à faire les choses étape par étape et à ne pas donner trop de munitions à l'opposition, il laissa prudemment le nouveau plan de guerre de côté de l'ordre du jour, espérant l'introduire à un stade ultérieur après qu'un accord aurait été conclu sur les réserves. Cependant, comme il l'a dit plus tard, son contenu était déjà devenu de notoriété publique au sein du Haut Commandement. Bien qu'il sût que la réunion serait difficile, la réponse brutale qu'il rendit à ses propositions dut être un choc désagréable. Sans pratiquement aucune exception, et avec l'approbation de Messimy qui présidait, les plus hauts généraux français condamnèrent carrément ses propositions. Plusieurs d'entre eux en donnent les raisons (manque d'entraînement, manque d'officiers de réserve, retards dans la mobilisation, diminution de l'efficacité des régiments d'active auxquels ils sont jumelés), tandis que d'autres se bornent à faire des commentaires laconiques et tout à fait négatifs, dont un officier au fond de la salle qui grogne que Michel est devenu fou (maboul). Ce soir-là, Michel partit pour Belfort pour une visite des fortifications orientales. Le lendemain matin, il fut consterné de constater que les résultats de la réunion avaient été divulgués à un journal national, *Le Matin*, qui avait publié un compte rendu détaillé sous le titre « Un contre tous ». Quelques heures plus tard, un télégramme arrive de Messimy demandant sa démission au motif qu'il n'a plus sa confiance ni celle de ses collègues membres du Conseil suprême de guerre.

Michel parti, Messimy se mit à la recherche de son successeur. Son premier choix fut Galliéni, un ancien combattant distingué des guerres coloniales et l'un des nombreux critiques de

Michel, mais il rejeta l'offre au motif qu'il n'avait pas longtemps à faire avant de prendre sa retraite. Ensuite, Messimy se tourna vers le très respecté général Pau, mais changea d'avis après que Pau eut insisté pour qu'on lui donne le contrôle des nominations de haut rang, ce qui aurait réduit le contrôle civil de l'armée et était trop difficile à supporter, même pour un ministre réformiste comme Messimy. De plus, le fait que Pau était fervent catholique ne faisait guère plaider sa cause à une époque où l'Église était encore considérée avec une grande suspicion par le gouvernement républicain fortement anticlérical. Le commandement est donc tombé par défaut sur le troisième choix de Messimy, Joseph Jacques Césaire Joffre, âgé de 59 ans. Officier sans distinction mais compétent et ingénieur de formation, Joffre avait gravi les échelons de la hiérarchie militaire dans une série de postes à l'étranger en Asie du Sud-Est et en Afrique jusqu'à ce qu'il revienne définitivement en France en 1904 et soit nommé directeur du génie. Après une succession de commandements de troupes, il est élevé au grade de général en 1910, promu directeur des services de soutien de la France métropolitaine et devient le plus jeune membre du Conseil suprême de guerre. Bien qu'il soit un ingénieur compétent et qu'il connaisse bien la logistique, y compris l'utilisation des chemins de fer, son expérience limitée du commandement (il n'avait passé que peu de temps à la tête d'un corps) n'était guère une préparation adéquate pour le rôle de commandant en chef. De plus, contrairement à la grande majorité de ses collègues généraux, il n'avait pas fréquenté l'École supérieure de guerre, de sorte que sa connaissance de la stratégie, des opérations et du travail d'état-major était exceptionnellement déficiente chez quelqu'un qui serait responsable de l'élaboration des plans de guerre de la nation.

D'autre part, en ce qui concerne Messimy, l'inexpérience de Joffre était plus que compensée par ses qualités positives, en particulier sa capacité à bien travailler avec les politiciens, ce qui était un atout considérable à une époque où les relations civilo-militaires étaient encore tendues. Un seul regard sur lui suffisait à montrer que ce n'était pas le genre d'homme qui ferait basculer le bateau politique ; Il était extrêmement corpulent (ses tentatives occasionnelles de monter à cheval étaient une cause de grande gaieté), facile à vivre et effacé et, contrairement à beaucoup de ses contemporains, il était à l'aise avec les politiciens, ne les mettant jamais sous une pression indue, mais restant toujours extrêmement sensible à leurs souhaits. Bref, bien qu'il ait semblé plutôt stoïque et sans imagination et que ses antécédents en tant que soldat ne soient pas particulièrement distingués, il serait au moins une paire de mains sûres. Ce n'est que plus tard, au cours des premières semaines de la guerre, lorsqu'il renvoya sommairement de nombreux généraux incompetents, que ses maîtres politiques se rendirent soudain compte que cet extérieur placide et presque somnolent cachait une volonté de fer.

Si Joffre avait rempli exactement le même rôle que ses prédécesseurs, son inexpérience relative et son expérience militaire limitée n'auraient pas eu autant d'importance. Cependant, comme la crise marocaine refusait de s'éteindre, et que les risques de conflit augmentaient d'un mois à l'autre, le gouvernement Caillaux a institué à la hâte une série de réformes militaires (ce qu'on a appelé le renouveau nationaliste) qui avaient pour but d'effacer les changements de dix décennies de l'ère André et de préparer l'armée à la guerre. (« À la suite de la crise marocaine, le Parlement a conclu que l'armée allemande représentait une menace plus grande pour l'avenir de la République française que la leur. »<sup>9</sup> ) Bien que la plupart de ces réformes n'aient eu qu'un impact limité dans le court laps de temps qui restait avant le début de la guerre, elles ont apporté un changement radical au sommet de l'armée. Sous deux ministres de la Guerre successifs, d'abord Messimy puis Millerand, la structure de commandement divisée a été démantelée, laissant le pouvoir concentré entre les mains d'un chef incontesté de l'armée qui n'avait de comptes à rendre en tout que devant le ministre lui-même. Les fonctions de chef d'état-major furent abolies et sa place fut prise par un chef adjoint de l'état-major général qui travaillait directement sous le chef de l'armée plutôt qu'au sein du ministère de la Guerre. Comme Joffre l'a dit plus tard :

*« De cette façon, tous les pouvoirs de l'establishment militaire se sont finalement concentrés entre mes mains. C'était la première fois qu'une telle autorité était confiée à un seul homme. Mon action englobait la formation de l'Armée, sa doctrine, ses règlements, sa mobilisation, sa concentration. En ce qui concerne la question de la promotion des officiers, le nouveau ministre*

*m'a informé qu'il avait l'intention de me demander mon avis. Nous étions enfin arrivés à la conception logique que l'homme qui aurait la responsabilité de commander l'armée en temps de guerre, devrait avoir en temps de paix tous les organes de préparation. »*

La nomination de Joffre le 28 juillet 1911 intervient à un moment très peu propice, alors que la crise marocaine s'intensifie et que le pays semble glisser inexorablement vers la guerre. En France, les dernières mesures de mobilisation ont été mises en place et le cabinet a discuté de l'envoi ou non de troupes à Agadir ; En Grande-Bretagne, Lloyd George a prononcé un discours belliqueux caractéristique et le marché boursier a chuté très fortement. Comme il n'y avait pas assez de temps pour produire un nouveau plan de guerre, Joffre a apporté des modifications provisoires au plan XVI pour remédier à ce qu'il considérait comme ses principales lacunes. Dans la nouvelle version qui entra en vigueur en septembre (Plan XVI bis), l'aile gauche fut renforcée par l'adjonction de trois divisions de cavalerie et d'un corps nord-africain et fut rapprochée de la frontière avec la Belgique, l'armée de manœuvre fut déplacée en première ligne pour soutenir le centre, et la masse des armées de l'aile droite fut déplacée vers une position avancée en prévision d'une offensive immédiate en Lorraine.

À l'automne 1911, alors que la menace de guerre s'éloigne, Joffre commence à travailler sur un nouveau plan de guerre (Plan XVII). Dans ses mémoires, il résume les principes de base qui guident sa pensée à l'époque.

*« Partant de l'idée que la guerre serait courte, il fallait tout faire pour concentrer toutes les forces de la nation dans cette bataille décisive qui ... serait le début et la fin de la guerre. Si l'on pouvait contester l'idée que la première grande rencontre pourrait mettre fin à la guerre, il n'y aurait aucun doute que des actions générales suivraient de près l'achèvement du désentraînement et qu'aucune manœuvre ne permettrait de retarder ces premiers combats... Par conséquent, chaque unité mobilisée appartenant à la première ligne doit être envoyée sur les lieux de l'action afin que tous puissent participer simultanément aux premières rencontres. Il ne pouvait plus être question de transporter des réserves lointaines aux points où la tournure des événements les rendait les plus utiles. Par conséquent, le principe essentiel qui me guidait était le suivant : rassembler tous les hommes disponibles pour la bataille. La deuxième idée de base qui m'a guidé ainsi était celle-ci : prendre l'initiative. En premier lieu, cette attitude empêcherait le territoire français d'être envahi et de devenir le théâtre des premières batailles ; Cela nous permettrait de préserver notre liberté d'action et d'éviter que notre manœuvre ne soit dominée dès le départ par les décisions de l'ennemi ; de plus, l'attitude était conforme aux conventions militaires conclues entre les états-majors français et russes. »*

Rompant avec la doctrine contre-offensive qui prévalait depuis la fin des années 1890, le nouveau plan se concentra exclusivement sur l'offensive. Au lieu de se masser loin de la frontière et d'attendre que l'ennemi montre sa main, les armées prendraient une position avancée et commenceraient l'offensive dès que possible après la fin de la mobilisation. Ce virage vers une stratégie offensive est dû à diverses causes, dont certaines sont communes à d'autres pays et d'autres sont propres à la France. Tout d'abord, comme nous l'avons déjà mentionné, en Europe en général, il y avait la croyance répandue non seulement dans les cercles militaires, mais aussi parmi les politiciens, les économistes et de nombreux citoyens ordinaires qu'une guerre d'usure de longue haleine était impossible dans une société moderne et hautement industrialisée en raison des dommages humains et économiques intolérables qu'elle causerait. Deuxièmement, en France, l'offensive a été perçue par beaucoup de gens, civils et soldats, comme le moyen par lequel l'armée pouvait compenser son infériorité évidente par rapport aux Allemands en termes de nombre, d'entraînement et d'équipement. Pour de nombreux Français, la réponse à ces défauts, apparus lors de la récente crise, se trouvait dans le passé, dans les victoires des guerres de la Révolution et de l'époque napoléonienne. Certes, selon l'argument, les Allemands pouvaient posséder des troupes plus nombreuses et mieux entraînées et disposer d'une artillerie lourde abondante, mais ils n'avaient pas l'esprit de combat naturel ou l'élan vital qui était le droit de naissance du soldat français et qui avait conduit aux victoires de Valmy, d'Austerlitz et d'ailleurs. Depuis la guerre franco-prussienne, l'armée a adopté une stratégie timide et attentiste ; Aujourd'hui, quatre décennies plus tard, alors

que le traumatisme de cette défaite s'estompe dans l'histoire, le moment était venu pour l'armée de repartir à l'offensive et de prendre l'initiative au lieu de se cacher lâchement derrière la Grande Ceinture de Forteresses et d'attendre de voir ce que l'ennemi ferait. Troisièmement, le changement était également une réponse aux nouvelles doctrines *tactiques* qui étaient développées à cette époque par ce qu'on appelait les « Jeunes Turcs », un petit groupe de jeunes officiers d'état-major de rang moyen dont Ferdinand Foch et Loyzeaux de Grandmaison étaient les plus connus. Au moment de la nomination de Joffre en 1911, les doctrines tactiques étaient en pleine mutation à la suite des réformes malavisées qui avaient divisé le haut commandement et avaient refusé aux commandants de corps le pouvoir de former et d'inspecter les troupes qu'ils conduiraient au combat. En l'absence d'une seule main directrice, il n'avait pas été possible d'imposer un ensemble uniforme de doctrines tactiques à l'ensemble de l'armée et, au lieu de cela, les commandants de régiment étaient laissés libres d'entraîner leurs hommes selon le système tactique qu'ils préféraient eux-mêmes. De plus, l'absence de contrôle par le haut ouvre la voie à Foch, Grandmaison et d'autres pour réclamer l'adoption dans toute l'armée d'une doctrine purement offensive, connue sous le nom d'*offensive à l'outrance*. Bien que leurs idées aient pris de l'ampleur à l'été 1911, elles étaient en concurrence avec plusieurs autres doctrines et il n'y avait aucune certitude qu'elles l'emporteraient. Ce qui a fait pencher la balance en leur faveur et a conduit à l'acceptation officielle de leurs points de vue, c'est le soutien enthousiaste qu'ils ont reçu de Joffre. En conséquence, en octobre 1913, leurs doctrines furent enchâssées dans le *Règlement de conduite des Grandes Unités* (qui commençait par la fameuse phrase « L'armée française, revenant à ses traditions, n'accepte aucune loi dans la conduite des opérations autres que l'offensive ») et deux mois plus tard dans le *Règlement de conduite des petites unités*.

Cependant, il est simpliste de croire que ces doctrines étaient à elles seules responsables des pertes horribles en vies humaines qui ont eu lieu lors des premières batailles lorsque l'infanterie française a chargé les lignes allemandes en masses épaisses, tambours sonnante, clairons retentissant et avec peu ou pas de soutien d'artillerie. Pour commencer, comme Joffre l'expliqua plus tard, il n'y avait pas assez de temps entre la publication des nouveaux règlements et l'ouverture des hostilités pour que les nouvelles doctrines aient un grand impact. « Malheureusement, [le nouveau règlement de l'infanterie] était encore à l'étude par les troupes lorsque la guerre a éclaté. Il faut beaucoup de temps pour qu'une doctrine atteigne les grades inférieurs, surtout après une période d'inertie morale telle que celle qu'a connue notre armée. » Deuxièmement, il y a eu l'effet pernicieux de la loi sur le service de deux ans, qui a porté la proportion d'hommes relativement peu entraînés (conscrits de première année et réservistes rappelés pour une formation annuelle) à environ 70 % dans la plupart des compagnies. Cela a amené de nombreux commandants de régiment à former leurs hommes à des tactiques en ordre serré afin de les garder fermement sous contrôle sur le champ de bataille et de les empêcher de se mettre à terre lorsqu'ils étaient sous le feu ou, pire encore, de se briser et de fuir vers l'arrière. (En 1908, par exemple, bien avant l'entrée en scène de Foch et de Grandmaison, le ministre de la Guerre reproche aux unités d'infanterie de chercher trop souvent la cohésion dans des déploiements rigides au lieu d'agir en groupes autonomes, orientés vers un but commun et utilisant librement le terrain pour atteindre ce but).

De même, on peut soutenir que la mauvaise performance de l'artillerie lors des premières batailles, et en particulier la coopération insuffisante avec l'infanterie, était due autant à la rivalité entre les services et aux déficiences techniques qu'à une théorie erronée. (Même les plus ardents partisans de l'offensive à l'extérieur concédaient que la supériorité du feu était essentielle si les troupes devaient atteindre la position de départ pour l'assaut final sans subir un nombre excessif de pertes.) En particulier, les officiers d'artillerie semblent se considérer comme une élite et dédaigner leurs collègues d'infanterie, dont ils étaient séparés à la fois par leurs antécédents et leur formation. (Alors que la plupart des officiers d'artillerie sont passés par la prestigieuse École polytechnique où ils ont reçu une formation très technique, les officiers d'infanterie et de cavalerie ont fréquenté l'académie militaire de Saint-Cyr où le programme était beaucoup moins rigoureux et intellectuel dans le ton.)



Un dernier facteur en faveur d'une offensive immédiate était que, combinée à une attaque simultanée des Russes, elle déséquilibrerait les Allemands et les forcerait à répartir leurs forces entre les deux fronts. À la suite de la signature d'une convention militaire entre la France et la Russie en 1892, des pourparlers d'état-major de haut niveau ont lieu presque chaque année entre les deux pays afin de tenter de coordonner leurs actions au début de la guerre. Dans les années qui ont immédiatement suivi la guerre russo-japonaise, alors que l'armée russe était dans un état précaire et qu'il semblait qu'on ne pouvait pas se fier beaucoup aux promesses de soutien russes, les Français ont intensifié leurs efforts pour parvenir à un accord contraignant. En 1910, par exemple, ils promettaient de lancer une offensive totale et immédiate lorsque la guerre commencerait et l'un des participants aplanit la voie à la coopération russe en suggérant que « même si elle était battue, l'armée française aurait ouvert la voie à l'offensive russe et assuré le succès final [des deux alliés] ». À l'automne 1911, le général Dubaïl obtint du chef d'état-major russe la promesse réticente que l'armée russe ouvrirait son offensive le 16<sup>e</sup> jour de la mobilisation, soit plusieurs jours plus tôt qu'auparavant. Afin de renforcer encore plus les liens entre les deux armées et d'assurer une coopération encore plus étroite, Joffre lui-même participa aux pourparlers qui eurent lieu en 1912 et 1913. À la deuxième occasion, il a convenu avec son homologue que :

*« En ce qui concerne la conduite des opérations, il est particulièrement nécessaire que les armées alliées obtiennent un succès décisif le plus rapidement possible. Un contrôle des armées françaises au début de la guerre permettra à l'Allemagne de transférer au Front de l'Est une partie de ses forces qui ont déjà combattu contre la France. Si, au contraire, les armées françaises remportent rapidement un succès contre les forces concentrées par l'Allemagne devant elles, ce succès facilitera également les opérations des armées russes, puisque les forces concentrées par l'Allemagne sur le front occidental ne peuvent en aucun cas être transférées vers l'Est. Ainsi, il est essentiel que les armées françaises aient une supériorité numérique sur les forces allemandes à l'Ouest. Cette condition se réalisera facilement si l'Allemagne doit garder sa frontière orientale avec de grandes forces. La valeur militaire de l'alliance réside avant tout dans la possibilité d'obtenir des attaques simultanées à l'Est et à l'Ouest. »*

Pour honorer leur part du marché, le chef d'état-major russe a promis que 800 000 soldats russes seraient déployés le long de la frontière avec la Prusse orientale, prêts à attaquer à partir du 15<sup>e</sup> jour de mobilisation.

Arrivé à la conclusion qu'une offensive précoce était nécessaire, Joffre devait maintenant déterminer où elle devait avoir lieu. Malgré tous ses grands discours sur la prise d'initiative, il a décidé qu'il avait besoin de savoir comment les Allemands se déployaient avant de choisir où les attaquer. Malheureusement, le tableau était loin d'être clair sur ce point. Dans un mémorandum publié à la fin de 1911, le Bureau des opérations de l'état-major général déclarait que, bien qu'une offensive ennemie à travers la partie orientale de la Belgique semblait très probable, ils ne pouvaient pas en être absolument certains en raison des difficultés d'interprétation des rapports récents sur la construction de chemins de fer dans la région d'Aix-la-Chapelle, où les Allemands continuaient à allonger les quais et à construire de nouvelles gares. Les troupes qui débarquaient ici pouvaient soit mener une avance à travers la Belgique et le Luxembourg, soit prendre une route vers le sud-est et, après avoir contourné le côté est de Metz, agir comme flanc de défense pour une offensive majeure dirigée contre la Lorraine. Les suggestions renouvelées selon lesquelles les Allemands pourraient planifier un large enveloppement à l'ouest de la Meuse ont été rejetées sur le terrain habituel, tout comme les indications qu'ils avaient l'intention d'utiliser des unités de réserve pour les tâches de première ligne.

La confirmation que l'ennemi traverserait probablement la Belgique laissa Joffre face à un dilemme. S'il attendait que les Allemands sortent des Ardennes et franchissent la frontière avant de les attaquer, il perdrait l'initiative et les premières batailles auraient lieu sur le sol français. D'autre part, s'il envoyait des troupes de l'autre côté de la frontière dès que la guerre éclatait afin de constater les mouvements allemands, il courait le risque de s'aliéner non seulement les Belges, dont la neutralité serait violée, mais aussi les Britanniques, qui étaient les principaux garants du traité de neutralité de 1839. À moins que l'on ne puisse convaincre les Belges d'autoriser le libre accès aux

troupes françaises au début de la guerre, l'aile gauche française devra, au début du moins, rester sur la défensive. Malheureusement, les Belges étaient déterminés à s'accrocher à tout prix à leur neutralité, car ils croyaient que l'incursion dans leur pays d'une puissance étrangère pourrait précipiter un conflit généralisé dont ils seraient les perdants. Les tentatives précédentes pour contourner le problème avaient échoué ignominieusement, comme les Britanniques l'avaient constaté à leurs dépens lors des pourparlers d'état-major tenus en avril 1911 lorsqu'ils avaient informé le chef d'état-major belge qu'ils enverraient des troupes pour les soutenir s'ils étaient attaqués par les Allemands. Lorsque le ministre belge de la Guerre apprit cela, il déclara que si les troupes britanniques mettaient le pied sur le sol belge, il ordonnerait personnellement à ses hommes de tirer sur elles. Alors que les relations diplomatiques continuaient d'être tendues, la France et la Grande-Bretagne ont dû commencer à se demander de quel côté se trouvaient les Belges. Par exemple, plus de troupes belges ont été déployées à la frontière française qu'à la frontière allemande et, à la fin de 1912, le ministre belge de la Guerre a affirmé que les troupes britanniques (avec ou sans les Français) seraient les premières à violer la neutralité belge et non les Allemands, comme le prétendaient les Britanniques.

Le 12 janvier 1912, Joffre porte la question belge devant le Conseil de défense nationale, organe consultatif composé du président de la République, du ministre des Affaires étrangères, du ministre de la Guerre et du chef de l'armée. Bien qu'il soit reparti bredouille après avoir été informé par le Président qu'une avance préventive en Belgique était hors de question, la chute du gouvernement Caillaux, quelques jours plus tard, a ouvert la voie à une nouvelle tentative. Ainsi, moins d'un mois plus tard, le 21 février 1912, lors d'une réunion nocturne au ministère des Affaires étrangères convoquée par le nouveau président Raymond Poincaré, Joffre présente une fois de plus les arguments en faveur d'une entrée en Belgique dès que la guerre éclatera. Au cours de cette réunion, il explique pourquoi il préfère la Belgique à l'Alsace-Lorraine comme lieu de l'offensive principale :

*« En cas de guerre avec l'Allemagne, le plan qui serait le plus fructueux en résultats décisifs consiste à prendre dès le début une offensive vigoureuse afin d'écraser d'un seul coup les forces organisées de l'ennemi. L'existence à proximité de la frontière franco-allemande d'obstacles naturels et de barrières fortifiées limite notre offensive à des régions étroitement limitées. L'Alsace est fermée au nord par le système Strasbourg-Molsheim ; elle est bordée à l'est par le Rhin, où nos adversaires ont fortifié les têtes de pont. Une offensive contre Strasbourg, opposée en front et menacée sur le flanc, ne pouvait aboutir qu'aux résultats les plus limités. En Lorraine, la frontière est fermée au nord de Metz par le système fortifié de Metz-Thionville : elle est coupée vers Dieuze par la Région des Lacs et fermée à l'est de Sarrebourg par les Vosges.*

*Entre le campement retranché de Metz et de Dieuze d'un côté, et les Vosges de l'autre, il existe deux larges passages, le premier de vingt milles et le second de douze. Il est clair que nous ne pourrions pas opérer dans ces couloirs sans des forces relativement limitées. En supposant que nos attaques y progressent, elles se heurteraient bientôt à des positions organisées en front, tout en étant menacées sur le flanc par des contre-offensives venant de Metz et de Strasbourg. [C'est ce que les Allemands avaient démontré à plusieurs reprises dans des jeux de guerre.]*

*Par conséquent, ni en Alsace ni en Lorraine nous ne trouvons de terrain favorable à une offensive ayant en vue des résultats immédiats et décisifs. La situation serait infiniment plus avantageuse s'il nous était permis d'étendre notre aile gauche au-delà de notre frontière dans le Grand-Duché de Luxembourg. Dans cette région, nous pourrions développer tous nos moyens d'action, et nous passerions bien au nord de tous les systèmes fortifiés construits à grands frais par nos adversaires. En cas de succès, nos armées rejetteraient les masses allemandes vers le sud de l'Allemagne et menaceraient directement leur principale ligne de retraite ainsi que leurs communications avec Berlin. De plus, un mouvement à travers la Belgique permettrait à l'armée britannique de participer plus efficacement à nos opérations, et l'aide de cette armée nous apporterait une supériorité marquée sur nos adversaires. »*

Une fois de plus, cependant, les politiciens ne se laissèrent pas influencer par ses arguments et, bien qu'il ait reçu le soutien du nouveau ministre de la Guerre, Millerand, et du ministre de la Marine,

Delcassé, sa proposition d'ouvertures diplomatiques aux Belges fut rejetée au motif qu'elle risquait de s'aliéner les Britanniques sur le soutien desquels le gouvernement français comptait. (Bien que des discussions de haut niveau aient eu lieu régulièrement au cours des dernières années, la Grande-Bretagne a jusqu'à présent toujours refusé de conclure un accord contraignant avec eux.)

Maintenant que les paramètres généraux étaient en place, Joffre et son personnel commencèrent à travailler sur le nouveau plan, dont une brève esquisse fut soumise à une réunion du Conseil suprême de guerre le 18 avril 1913 et fut approuvée après le strict minimum de discussion. Un travail minutieux a alors eu lieu et le plan a été achevé au printemps 1914.<sup>17</sup> Le texte du plan XVII a été divisé en sept sections, la base du plan, le plan de mobilisation, le plan de transport, les renseignements sur les armées étrangères (la plus grande section), le plan de concentration, le plan de couverture (pour garder les frontières pendant la mobilisation) et le plan de collecte de renseignements (pour établir le déploiement allemand dans les premières semaines de la guerre). Fait inhabituel, le plan de concentration, qui était la seule partie à traiter des opérations, était non seulement l'un des tronçons les plus courts, mais aussi entouré d'incertitudes et d'ambiguïtés qui n'ont été résolues qu'après plusieurs semaines de guerre.

Comme la stratégie de Joffre était essentiellement réactive, plusieurs pages du plan ont été consacrées à une évaluation de la force numérique de l'ennemi et de la direction de son déploiement. Selon le Deuxième Bureau, au 13<sup>e</sup> jour de la mobilisation, les Allemands auraient été prêts à combattre la France 20 corps d'active, dix corps de réserve, huit divisions de réserve et huit divisions de cavalerie. La connaissance de la façon dont ils avaient l'intention d'employer leur corps de réserve provenait d'un plan de mobilisation allemand, qui venait de tomber aux mains des Français. Ce document à jour (il portait la date du 9 octobre 1913 et ses dispositions devaient entrer en vigueur le 1<sup>er</sup> avril de l'année suivante) indiquait sans ambiguïté que les Allemands utiliseraient leur corps de réserve exactement de la même manière que leur corps d'active. Le Deuxième Bureau a terminé son rapport comme suit :

*« En conclusion, les corps de réserve, destinés à être employés à des opérations actives comme les corps actifs, sont devenus, selon ce nouveau plan de mobilisation, un outil plus homogène et mieux encadré qu'auparavant, tout en restant plus léger qu'un corps d'armée active. »* Malheureusement, il ne contenait aucune information sur leur déploiement et les Français étaient donc toujours aussi dans l'ignorance à ce sujet qu'ils l'avaient été au cours des dernières années. Alors qu'une offensive en Lorraine semblait acquise d'avance, une avancée simultanée en Belgique, bien que très probable, était loin d'être certaine car le peu de preuves disponibles pouvait être interprété de différentes manières. (*« Il ne peut y avoir de certitude à cet égard et on ne peut que faire des hypothèses concernant l'amplitude du mouvement d'enveloppement de la droite allemande. »*) Un large enveloppement (à travers la Belgique à l'ouest de la Meuse) était considéré comme hors de question, car le nombre de plates-formes et de sites de débarquement récemment construits au nord de Trèves n'était suffisant que pour 11 corps d'armée au maximum. De plus, une tentative de renforcer leur aile droite en déplaçant des troupes d'Alsace prendrait plusieurs jours et risquerait de perdre l'initiative.

*« En résumé, malgré les possibilités d'une attaque en force via la Belgique, on estime qu'un rôle important sera donné au groupe d'armées qui se rassemblera derrière la position Metz-Thionville et que pour des raisons politiques et morales le plateau lorrain exerce toujours un attrait pour les Allemands. »*

Pour s'opposer aux Allemands, les Français disposaient de 21 corps, de trois divisions autonomes (dont deux d'Afrique du Nord) et de 25 divisions de réserve, soit un total de 71 divisions. Cependant, comme Joffre l'expliqua à ses collègues généraux lorsqu'il présenta les grandes lignes du plan au Conseil suprême de guerre, il n'avait pas l'intention d'utiliser les divisions de réserve pour les tâches de première ligne, même si elles représentaient près d'un tiers de la force disponible. De plus, l'effectif total des divisions de réserve est passé de 396 bataillons dans le plan XVI (22 divisions, chacune de 18 bataillons) à 300 dans le plan XVII (25 divisions, chacune de 12 bataillons). Les raisons habituelles ont été avancées pour justifier ces changements, à la condition que la situation puisse changer à un moment indéterminé.

*« C'est aux [unités actives] que le haut commandement confie les manœuvres offensives dont dépend le succès des opérations, en comptant sur leur meilleure instruction, leur entraînement supérieur et la solidité de leurs liens tactiques, qui unissent tous leurs éléments. Mieux organisées, mieux encadrées, mieux commandées, les divisions de réserve du plan XVII deviendraient capables de remplir certaines missions d'un caractère particulier aux côtés des troupes actives. »*

Par sa réticence à égaler les Allemands dans l'utilisation d'unités de réserve en première ligne, Joffre avait donc placé son armée dans une position numérique désavantageuse (46 divisions françaises actives contre 71 divisions allemandes d'active et de réserve), ce qui rendait d'autant plus important pour l'armée britannique de contribuer ses quatre à six divisions d'infanterie à la lutte.

En février 1914, les commandants d'armée désignés reçurent chacun un dossier contenant la directive générale pour la concentration (commune à toutes les armées) ainsi que des instructions particulières pour leur propre armée. Bien que la directive générale ait commencé par une déclaration d'intention très positive (« Quelle que soit la situation, c'est l'intention du commandant en chef d'avancer avec toutes les forces unies et d'attaquer les armées allemandes »), il était clair, d'après ce qui a suivi, que les actions seraient régies par les premiers mouvements de l'ennemi. Tant que ceux-ci ne pourraient pas être élaborés avec un certain degré de certitude, Joffre n'était pas prêt à prendre des engagements fermes sur la direction et la force de ses propres offensives. Ainsi, les armées devaient se « préparer » à une attaque, la 5e armée devait avancer « soit vers le nord en Belgique, soit vers le nord-est en territoire allemand », et la 4e armée devait soutenir une offensive en « Belgique ou en Lorraine ».

Bien que les dispositions exactes n'aient pu être déterminées qu'après le début du conflit, il devait y avoir deux offensives, de part et d'autre de Metz.

*« L'intervention des armées françaises se manifestera sous la forme de deux actions principales qui se développeront ; celle de droite, dans le terrain entre le massif boisé des Vosges et la Moselle en aval de Toul, celle de gauche, au nord de la ligne Verdun-Metz. Ces deux actions seront étroitement liées par des forces agissant contre les hauteurs de la Meuse et à Woëvre. »*

Quatre des cinq armées ont été placées en première ligne d'Epinal au sud à Mézières au nord, laissant un vide entre l'aile gauche et la mer, qui a été rempli par plusieurs unités territoriales faibles et par l'armée britannique (si elle est arrivée). Dans un retour à l'armée de manœuvre de Lacroix, l'armée restante (4e) est située en deuxième ligne, derrière le centre, pour permettre une flexibilité stratégique. Les quatre groupes de divisions de réserve étaient situés à l'arrière où ils seraient employés à des tâches secondaires et serviraient également de garde de flanc aux troupes actives en première ligne. L'offensive de droite, en Lorraine, était de la responsabilité des 1ère et 2ème armées. La 1re armée devait se préparer à une attaque dans la direction générale Baccarat–Sarrebouurg–Sarreguemines, sa droite étant appuyée par la crête des Vosges. Sur sa gauche, la 2e armée reçut l'ordre de préparer une offensive en direction générale du Château Salins-Sarrebruck, après avoir établi une base avancée à Nancy pour servir de point de départ à l'attaque. Un groupe de divisions de réserve devait couvrir le flanc gauche de la 2e armée contre une contre-attaque ennemie en direction de Metz et un autre groupe devait couvrir l'aile droite de la 1re armée contre un mouvement de débordement des Allemands entre Belfort et la frontière suisse. Au centre, la 3e armée a pour mission de faire le lien entre les deux offensives principales, l'une en Lorraine et l'autre à l'ouest de Verdun, en se tenant prête à repousser les troupes allemandes débouchant de la région de Metz-Thionville ou à investir Metz sur ses flancs ouest et nord-ouest. Pendant ce temps, le mouvement de la 5e armée à l'extrême gauche dépendait du déploiement de l'aile droite allemande. Si ce dernier violait la neutralité belge, sur réception d'un ordre direct de Joffre, la 5e armée devait avancer à travers le Luxembourg et la partie orientale de la Belgique en direction générale de Neufchâteau, fortement échelonnée sur sa gauche et affronter les Allemands de front. Si, toutefois, l'aile droite allemande n'entrait pas en Belgique mais contournait le côté est du Luxembourg (le long de la rive droite de la Moselle en direction de la Lorraine), elle devait avancer en direction du nord-est (en évitant le territoire belge), et, après avoir contourné la zone fortifiée de Metz-Thionville, envelopper l'aile droite de l'ennemi et la repousser vers le nord. Une grande partie de ses forces serait utilisée pour couvrir le flanc gauche le long des hauteurs de la Meuse à l'ouest

de Verdun au cas où les Allemands tenteraient un enveloppement plus large que prévu. De même, les mouvements de la 4<sup>e</sup> armée dépendaient de ce que faisaient les Allemands. Si l'offensive principale de ce dernier avait lieu en Lorraine, la 4<sup>e</sup> armée déboucherait entre la 2<sup>e</sup> et la 3<sup>e</sup> armée et ajouterait son poids à une offensive française dans cette direction. D'autre part, si l'aile droite allemande progressait en force à travers la Belgique, la 4<sup>e</sup> armée devait se placer entre la 3<sup>e</sup> et la 5<sup>e</sup> armée (cette dernière devait se rapprocher à l'ouest pour lui faire de la place) et soutenir l'offensive en Belgique avançant dans les Ardennes en direction générale d'Arlon. Les dispositions pour l'armée britannique (appelée indirectement « armée W ») ont été prises dans une annexe secrète du plan, plutôt que dans le texte principal. S'ils arrivaient à temps, les forces britanniques (de quatre à six divisions d'infanterie et plusieurs divisions de cavalerie) devaient se rassembler dans la zone Hirson-Maubeuge d'où elles couvriraient le flanc gauche de la 5<sup>e</sup> armée alors qu'elle avançait à la rencontre de l'aile droite allemande.

Non seulement il y avait très peu de mention de stratégie dans le plan, mais Joffre refusait également de divulguer ses pensées sur la question que ce soit à ses maîtres politiques ou à ses collègues généraux, principalement parce que ses actions étaient conditionnelles à celles de l'ennemi. Ce manque de franchise étonnant (le Conseil suprême de la guerre et le ministre de la Guerre approuvèrent le plan après à peine aucune discussion) se poursuivit dans les premiers jours de la guerre et ne prit fin que le 8 août, lorsque Joffre fit allusion à ses plans dans l'instruction générale n° 1. Selon Lanrezac, qui commandait la 5<sup>e</sup> armée, lors de la première rencontre que Joffre eut avec ses commandants d'armée après le déclenchement de la guerre, il se limita à des banalités, à la grande consternation de ses généraux, dont certains voulaient savoir exactement ce qu'on attendait d'eux. Lorsque Dubail, à la tête de la 1<sup>ère</sup> armée, demanda des renforts en supposant que ses troupes mèneraient l'offensive principale en Lorraine, Joffre répondit de manière équivoque : « C'est peut-être votre plan, ce n'est pas le mien. »